

Secours islamistes en Indonésie - « Coupable de blasphème », le gouverneur de Djakarta embastillé

vendredi 26 mai 2017, par [BEYER Marie](#), [BULARD Martine](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2017).

Djakarta, 9 mai 2017. « Coupable de blasphème ». Le gouverneur de Djakarta, M. Basuki Tjahaja Purnama, couramment appelé Ahok, a été condamné à deux ans de prison ferme pour ce délit, bien inscrit à la Constitution mais très contesté au sein d'une Indonésie qui se veut séculaire. Pas de tergiversations, le gouverneur est emmené vers la prison de Cipinang, à l'est de la capitale, dès sa sortie du tribunal. Les images d'Ahok en chemise batik bleue (de tradition indonésienne) montant dans le fourgon de police le bras levé, affichant de ses doigts le signe de paix, renforcent la sidération des progressistes indonésiens. Nul ne s'attendait à un tel dénouement. Le procureur lui-même n'avait requis qu'un an de prison avec sursis. La veille, plusieurs de nos interlocuteurs nous mettaient en garde contre les fondamentalistes religieux, réunis devant la Cour de Djakarta nord pour réaffirmer leurs menaces de « chaos » si le tribunal se montrait trop clément. Il faut dire qu'ils ont déjà montré un certain savoir-faire en la matière... Mais à l'annonce du verdict, ce mardi, ils laissent éclater leur joie, même si quelques-uns auraient souhaité une condamnation plus longue — la loi prévoit jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

L'affaire s'est déclenchée en septembre 2016 au démarrage de la campagne électorale pour le renouvellement du gouverneur de la capitale (qui compte plus de dix millions d'habitants) — les deux tours de scrutins se tenant en février et avril 2017. Ahok était en place depuis deux ans, après avoir « naturellement » glissé du poste de vice-gouverneur de M. Joko Widodo — dit Jokowi —, à celui de gouverneur quand celui-ci a été élu président en 2014. Déjà, l'arrivée à la tête de Djakarta de ce quinquagénaire au franc-parler, sino-indonésien et chrétien de surcroît dans un pays peuplé à 87 % de musulmans, avait été critiquée *mezzo voce*. C'est sans doute ce qui l'a conduit, lors d'une rencontre publique, à mentionner une sourate du Coran (Al-Maidah) qui, selon certaines interprétations, recommanderait aux musulmans de ne pas prendre « pour alliés, les juifs et les chrétiens (...) celui qui les prend pour alliés devient l'un des leurs ». Lors de cette réunion, personne ne s'en est offusqué.

Les formations intégristes musulmanes se sont emparées de ces déclarations pour l'accuser de diviser la nation en insultant l'islam et en détournant le Coran à des fins personnelles. Ce que rejettent plusieurs organisations musulmanes.

Aux premières lignes de ce bloc anti-Ahok, le Front des défenseurs de l'islam (FPI) qui prétend sauvegarder la pureté du Coran mais qui est connu pour racketter les boîtes de nuits ou les salles de jeux — au nom de la décence, évidemment. Comme l'explique le spécialiste français Remy Madinier [1], il s'agit en fait d'une petite mafia à l'indonésienne qui, à l'occasion, aide les plus démunis au quotidien. Au terme d'une intense propagande facilitée par les réseaux de proximité mis en place depuis des années, notamment dans les campagnes et les quartiers populaires, ces organisations ont permis (et financé) le rassemblement d'une foule gigantesque. Les trois manifestations géantes organisées à Djakarta en octobre, novembre et décembre derniers ont joui d'une organisation sur mesure : services de cars venus de tout Java et même de Sumatra, repas

offerts, tenue blanche de rigueur pour tous. À chaque fois, ils ont rassemblé plus de 200 000 personnes (700 000, selon les organisateurs) avec comme revendication l'établissement d'un procès pour insulte à l'islam et l'éviction du gouverneur sino-indonésien. Ce sont les plus grosses manifestations depuis la chute du dictateur Suharto en 1998.

Ce procès d'un autre âge qui jette en prison un gouverneur en exercice se déroule sur un vieux fond antichinois. Les émeutes de 1998 avaient fait plus d'un millier de morts, avec des viols collectifs de sino-indonésiennes à Djakarta. Ceux qui ont connu cette période, telle cette militante féministe rencontrée au lendemain du verdict, ne croient pas au retour de telles violences : « C'était encore la dictature. Aujourd'hui nous sommes en démocratie, même si elle reste fragile. »

D'autres se montrent plus inquiets. Le venin de l'intolérance et du racisme pénètre lentement, mais sûrement. « Nous sommes un pays musulman, nous ne pouvons pas être dirigé par un non-musulman », assure tranquillement autour d'un café un journaliste musulman qui veut garder l'anonymat, avant d'expliquer que « le problème vient du fossé qui s'est établi entre les Indonésiens de souche (*indigenous Indonesians*) et les Sino-Indonésiens. Les musulmans sont majoritaires dans le pays mais ils n'ont pas de pouvoir, spécialement dans le domaine économique. » Il oublie évidemment que les Sino-Indonésiens sont installés depuis des siècles dans le pays et que, à côté de quelques riches qui détiennent nombre des leviers économiques, d'autres vivent dans des conditions misérables.

Pourtant ce mécontentement fait le miel de l'intégrisme islamique et des haines ethniques — un peu comme M^{me} Le Pen, en France. En conclure que l'Indonésie est devenue le royaume des fous de Dieu serait tout aussi absurde que de penser que la France est peuplée de racistes. Certes, le fondamentalisme a marqué des points depuis quelques années. Mais il demeure très largement minoritaire. Notre journaliste en colère contre « le gouvernement et les Chinois » n'en proteste pas moins contre la « pression de l'islam arabe », venu notamment d'Arabie saoudite, qui tend à se développer. Car au départ, l'islam indonésien n'a que peu à voir avec celui du Proche-Orient.

Par exemple, la grande majorité des femmes travaillent, conduisent, se maquillent, divorcent (parfois avec difficultés), voyagent, et ce sans aucun chaperon. Il n'est pas rare de voir des femmes dans les rues de Djakarta au guidon d'une moto, casque par-dessus le foulard. Les enfants fréquentent le plus souvent les écoles publiques et, sur le campus des universités, jeunes filles voilées et non voilées se côtoient sans problème, même si depuis quelques années « on sent une montée de l'intolérance », note une jeune professeure de l'université d'État, à Djakarta. Les tentatives pour faire régresser les droits des femmes se multiplient, les violences domestiques demeurent difficilement reconnues par la justice et l'avortement est toujours interdit... Reste que le débat entre musulmans sur l'interprétation du Coran et sur la défense des droits humains est public et constant.

En effet, si l'Indonésie est la plus grande démocratie d'un pays majoritairement musulman, elle n'est pas un État islamique. Elle relève du Pancasila (prononcer pan-fa-si-la) adopté lors de l'indépendance et qui s'articule autour de cinq principes : le monothéisme, l'humanisme, l'unité nationale, la démocratie et la justice sociale. Dans la foulée, six religions ont été reconnues (l'islam, le catholicisme, le protestantisme, l'hindouisme, le bouddhisme puis, un peu plus tard, le confucianisme). Personne ou presque ne veut remettre en cause cette doxa. Selon un sondage réalisé à Djakarta lors du second tour de l'élection du gouverneur, 87 % des personnes interrogées voulaient garder ces règles de cohabitation qui fondent l'unité nationale. Toutefois 58 % estimaient qu'un non-musulman ne pouvait pas diriger des musulmans [2].

En fait, le verdict de blasphème prononcé à l'encontre d'Ahok a joué comme un électrochoc pour tous les progressistes. En quelques heures, ils se sont mobilisés — musulmans et non musulmans, gauche radicale et centre-gauche (si tant est que ces notions aient quelque résonance ici), féministes

de tous horizons. Bougies à la main, ils se sont retrouvés d'abord devant la prison Cipinang puis devant le monument de la Proclamation à Djakarta. Ils ont chanté, certains ont prié, et tous ont dit leur « soutien à Ahok et le rejet du fondamentalisme ».

Mutiaria, syndicaliste radicale, féministe sans religion, était du nombre. Pourtant, elle n'a pas voté Ahok. En effet, dit-elle, « il a bloqué les salaires, expulsé ou cherché à expulser les couches populaires » de leurs quartiers (les *kampungs*) pour laisser la place à des immeubles de luxe ou de bureaux. D'autres, parmi les couches moyennes, ont regardé « avec effarement les projets pharaoniques d'îles artificielles et autres marinas envisagés sur la côte, au détriment de l'environnement. Ahok veut faire comme à Singapour. »

En l'absence d'alternative, son adversaire M. Anies Paswedan, a été élu avec le soutien du FPI et de la plupart des partis religieux, ainsi que de celui du général Prabowo Subianto, candidat malheureux à la présidentielle de 2014 et partisan de l'ancien régime. La confusion est totale. Une chose est sûre : le procès a eu le mérite de mobiliser tous azimuts. Nous y reviendrons très largement lors du reportage qui sera publié dans une prochaine édition du Monde diplomatique. Le président Jokowi a fini par interdire un des partis fondamentalistes (Hizbut Tahrir) et une enquête officielle est ouverte contre M. Rizieq Shiha, le patron de FPI, pour une sombre affaire de pornographie.

Marie Beyer & Martine Bulard

P.-S.

* <http://blog.mondediplo.net/2017-05-17-Secousses-islamistes-en-Indonesie>

Notes

[1] Yohanes Sulaiman, « A Challenge, and a Chance, for Liberalism in Indonesia », *New York Times*, 12 mai 2017.

[2] Rémy Madinier, *L'Indonésie contemporaine*, Irasec et les Indes savantes, Paris, 2016.